L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE, 2 JANVIER 1887.

PETITES ANNONCES.

A LOUER.

A louer—Maison, 338 rue Bourbon, à très bas prix. S'adresser à la grocerie, vis-à-vis. 2jan—1f

A louer—Un bon emplacement pour grocerie bien achalandée, coin Robertson et Franklin. S'adresser 336 St Claude et Marigny. 1er jan—7f

A VENDRE

UNE vacherie à vendre avec sa clientèle. Vente du lait $1 1 par jour. S'adresser à H. Semmelroc, au City Park deuxième district. 31 déc—6f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de M. et Mme Manuel Elorena.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 19,711.—Division C.—Attendu que Henry Florens a présenté une pétition à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu M. et Mme Manuel Elorena, décédés intestats; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, pas motif pour lequelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier
1erjan—1 5 9

Succession de Jean Jacques Albert.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 19,229—Division C.—Attendu que P. S. Witz jr., administrateur public, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'exécuteur testamentaire dans la succession de feu Jean Jacques Albert, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
1erjan—1 5 9

A Carrière & Sons vs. leurs créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 11,816—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de A. Carrière & Sons et à la manière de la dite raison sociale et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'il en ont) pour lesquelles le compte présenté par James M. Seltzer, syndic dans cette affaire, ne devrait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
24déc—24 28—2jan Greffier.

Succession de Joseph Collins.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 17,571—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'il en ont) pour lesquelles le compte final présenté par G Mazzei et G. Blaydone, exécuteurs testamentaires de cette succession ne devrait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
24déc—24 28—2jan Greffier.

Succession de Francisco Micca.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 18 610—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'il en ont) pour lesquelles le compte final présenté par G Mazzei et G. Blaydone, exécuteurs testamentaires de cette succession ne devrait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
25 déc—25 29—2jan Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. Delphin Caire, syndic des créanciers de Pierre Caire, vs. ses créanciers.—No. 19,741—ordre de Cour.—Sur la requête des créanciers du Pétitionnaire Denis Comiskey ayant été entendu par devant Henry C. Rhodes, notaire public en cette ville, Lundi le 10me jour de janvier 1887 à 11 heures A. M., pour procéder en considération et délibérer sur l'application du pétitionnaire pour un répit, et que dans l'intervalle toutes poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 27 décembre 1886.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
1erjan.—3 f en 10 j

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—Fort Villemont vs. ses créanciers.—No. 19,740.—Division.—Ordre de Cour.—Sur une session des propriétés de la pétitionnaire Paula Villemont sont et est par le présent accepter par la cour pour la bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Martin Voorhies, notaire en cette ville, LUNDI, le 10ème jour de janvier 1887 à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires de la dite pétitionnaire, de nommer un syndic et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 27 décembre 1886.
(Signé) N. H. RIGHTOR Juge

Pour copie conforme
JAS D RANKIN, Député Greffier.
30déc—2jan 10j

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans. Henry C. Rhodes & Ulie ses Créanciers.—No 19625—ordre de Cour.—Sur la dite pétition sont ordonné qu'une assemblée des créanciers de Charles R. Grunbel & Cie soit appelée devant Alcide de Verges notaire public LUNDI, 17 janvier 1887 à 11 heures A. M. dans le but de considérer et de voter sur leur application pour un répit; et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les personnes et les biens des dits parties soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 14 décembre 1886.
(Signé) HENRY L. LAZARUS,
Juge.

Pour copie conforme
JAS D RANKIN, Député Greffier.
15 déc—3 f en 30 jours

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Victor Bets vs. ses créanciers.—No 19,669—Division E.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des créanciers du pétitionnaire Victor Bets soit convoquée et tenue pardevant George C. Picot, notaire public en cette ville le lundi, 24me jour de janvier 1887, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et approuver une détermination sur l'application sur l'application des dits pétitionnaire pour un répit, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les propriétés du dit petit soient suspendues et que Hubert Edwards, Esq., soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle Orléans, 15 décembre 1886.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.

Pour copie conforme
JAS D RANKIN, Député Greffier.
24déc—3f en 30 js

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—John R. Frederick vs. ses Créanciers.—No. 19,806. Division E.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire, John R. Frederick soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et ait lieu devant Henry J. Rhodes, notaire public en cette ville, le JEUDI, 13me jour de janvier 1887, à 11 heures du matin, dans le but de délibérer sur les affaires du pétitionnaire et d'élire un syndic et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises. En attendant que toutes les procédures judiciaires contre la personne aussi bien que contre les biens dudit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 21 décembre 1886.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
24déc—3f en 30js

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Gilbert H. Green vs. ses créanciers et les créanciers de Gilbert H. Green & Co de la Nouvelle Orléans et aussi Gilbert H. Green & Co. de Liverpool Angleterre, soit et est par le présent accepter par la Cour au bénéfice de leurs créanciers, et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Nicholas B. Trist notaire en cette ville, le samedi, 29me jour de janvier, 1887 à 11 heures A. M. à l'effet de délibérer sur les affaires dudit pétitionnaire, pour nommer un syndic et de voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens dudit pétitionnaire soient suspendues, et que James B. Guthrie avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle Orléans, 14 décembre 1886.
(Signé) HENRY L. LAZARUS, Juge.

Pour copie conforme
JAS D RANKIN, député greffier.
25déc—3f en 30j

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 19,597.—Division.—Louis Buckingers vs. ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la présente pétition soit et est par le présent ordonné que une réunion des créanciers du dit pétitionnaire demandés dans cette affaire, soit tenue et convoquée pardevant Fred Fenzel, notaire en cette ville, le 12me jour de janvier 1887, et que L. Duc Gocaud, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents, et il est de plus ordonné que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la pétitionnaire soit suspendues.

Nouvelle Orléans, le 10 décembre 1886.
(Signé) HENRY L. LAZARUS.
Juge.

Pour copie conforme
JAS D RANKIN, député greffier.
11 nov—3f an 12 janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Henry D. Engelmann vs. Ses Créanciers.—No. 19,617.—Division E.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Henry D. Engelmann soit et par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue pardevant Bussière Rouen, Esq. notaire en cette ville le LUNDI, 17me jour de janvier 1887 à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et élire un syndic et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du pétitionnaire soient suspendues, et que F. C. Zacharie, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle Orléans, 13 décembre 1886.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN Député Greffier.
17déc—3f en 30jours

ETAT DE LA LOUISIANE COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Je certifie par les présentes que le 17me jour de novembre 1886, jugement a été rendu dans cette cour dans l'affaire ci-dessus mais numérotée et intitulée : Catherine Keely vs. Louis L. Shanks, son mari—No 18 619 Division E.

Sur motion de Jos. M. Walker, avocat de la plaignante, et sur production à la Cour des preuves à l'appui, et Darville Baird Lassotte témoin assermenté, il est ordonné, que la plaignante a droit au divorce demandé.

Il est ordonné adjugé et décrété que le jugement par défaut rendu dans cette affaire le 3 novembre 1886, soit maintenant confirmé et rendu final et conséquemment qu'il y ait jugement en faveur de la plaignante Catherine Keely, femme et épouse de défendeur Louis Shanks, son mari, dûment mariés et dissolution de la communauté existant entre eux, et ordonné que la dite plaignante soit séparée en propriétés du dit défendeur, son mari.

Et il est ordonné adjugé et décrété que le jugement par défaut rendu dans cette affaire le 3 novembre 1886, soit maintenant confirmé et rendu final et conséquemment qu'il y ait jugement en faveur de la plaignante Catherine Keily, femme et épouse de défendeur Louis Shanks, son mari, dûment mariés et dissolution de la communauté existant entre eux, et ordonné que la dite plaignante soit séparée en propriétés du dit défendeur, son mari.

Jugement signé le 17 novembre 1886.
Jugement signé le 23 novembre 1886.
(Signé) W. P. DILLON Juge.

En foi de quoi j'ai apposé et ma signature et annexé le sceau de la dite cour, dans la ville de la Nouvelle Orléans, ce 24me jour de novembre l'an de Notre Seigneur mil dent cent quatre vingt six.

M. A McDONNELL,
9déc—9,16,23,30—2jan Député Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Gilbert H. Green vs. ses créanciers et les créanciers de Gilbert H. Green & Co de la Nouvelle Orléans et aussi Gilbert H. Green & Co. de Liverpool Angleterre.—No 19,734 Division E.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire, Gilbert H. Green individuellement et comme membre de l'ancienne raison commerciale de Gilbert H. Green & Co de la Nouvelle Orléans et aussi Gilbert H. Green & Co. de Liverpool Angleterre, soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de leurs créanciers, et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Nicholas B. Trist notaire en cette ville, le samedi, 29me jour de janvier, 1887 à 11 heures A. M. à l'effet de délibérer sur les affaires dudit pétitionnaire, pour nommer un syndic et de voter sur toutes matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens dudit pétitionnaire soient suspendues, et que James B. Guthrie avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle Orléans, 14 décembre 1886.
(Signé) HENRY L. LAZARUS, Juge.

Pour copie conforme
JAS D RANKIN, député greffier.
25déc—3f en 30j

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Jas. M. Walsh vs. ses créanciers.—No 19,631—Ordre de Cour.—La pétition ci dessus considérée, qu'une assemblée des créanciers du dit James M. Walsh soit convoquée et tenue pardevant J. F. Alfaro notaire en cette ville à son bureau, le 14 Commercial Place à 12me jour de janvier 1887 à 11 heures a. m. dans le but de prendre une détermination sur l'application des dits James pour un répit; et qu'avis et publicité en soient donnés, par la présente ainsi qu'il est requis par la loi.

Nouvelle Orléans, Lun. 20 décembre 1886.
(Signé) F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
23déc—6 f 24 20 jan

ANNONCE JUDICIAIRE

Benjamin H. Forman vs Henry Af

Boudousquié et Mme Julia Bonabel, sa femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 19,731.—Vente d'un writ de fieri facias, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la susdite d'Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine entre la rue Gravier et Natchez dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 29 janvier 1887 à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :

Une certaine portion de terre dans l'ilet No 594 bornée par les rues Conti, St Louis, Murat et Olympia et mesurant trente cent quatorze pieds quatre pouces et six lignes plus ou moins de face à la rue Murat à la rue Olympia et cent cent soixante-sept pieds de profondeur et de face à chacune des rues Murat et Olympia et la ligne du fond parallèle à la rue Conti et à une distance de cent soixante onze pieds, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
30 déc—29—jan 5,12,19,26,29

L'ABEILLE

JOURNAL QUOTIDIEN,

AVEC UNE

EDITION HEBDOMADAIRE

PARAISSANT

LE

SAMEDI MATIN

Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

TOUS LES LOTS GAGNANTS PAYES EN PLEIN

Sur présentation au bureau de la compagnie, ou sur n'importe quelle banque nationale à la Nouvelle Orléans.

L'Edition hebdomadaire réunissant en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine compte nombreux d'abonnés et de lecteurs en Europe.

BUREAUX ET ATELIERS :

No. 73 rue de Chartres, entre Conti et Bienville.

ABONNEMENTS.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

On s'abonne à la semaine aux prix suivants, aux porteurs et les marchands de journaux.

L'ABEILLE,

Fondé le 1er Septembre 1827, est le plus ancien journal de la Louisiane et du Sud-Ouest.

Elle est lue par toute la population franco-louisianaise et est conséquemment, un précieux vas des annonces, un excellent organe de publicité.

Elle est reçue non-seulement dans toutes les paroisses créoles de la Louisiane, mais dans les Etats voisins, au Mexique, aux Antilles, en Europe, partout enfin et on l'lit le français est on s'intéresse aux affaires de notre pays

L'ABEILLE publie tous les jours, en outre de l'histoire politiques, littéraires et locales :

Des dépêches télégraphiques complètes de tous les points des Etats-Unis et de l'Europe,

Un Bulletin Maritime,

Une Liste complète des arrivées et départs des bâtiments à la Nouvelle Orléans,

Une Liste officielle des arrivées et départs des bâtiments à vapeur,

Un Bulletin financier,

Un Bulletin commercial.

BUREAUX ET ATELIERS :

73 - CHARTRES - 73

Assurances et Banques.

Banque Nationale Germania.—Nouvelle-Orléans, 31 décembre 1886—A une réunion de la Direction, qui a eu lieu ce jour, il a été déclaré un dividende semi-annuel de CINQ POUR CENT, payable aux actionnaires, sur demande

J. L. BERCIER, Caissier.
1erjan—1sem

Banque du Peuple de la Nouvelle-Orléans.—Nouvelle-Orléans, le janvier 1887—Un dividende semi-annuel de QUATRE POUR CENT sera payé aux actionnaires de cette banque sur demande.

ARTHUR HART,
1er jan—4f Caissier.

Banque Nationale Mutuelle de la Nlle-Orléans, 29 décembre 1886.—A une réunion du Conseil de Direction, tenue ce jour, un dividende de QUATRE POUR CENT a été déclaré, payable aux actionnaires à partir de 3 janvier prochain.

JOSEPH MITCHEL,
30déc—15f Caissier.

Sans National Bank—Nouvelle Orléans, 24 décembre 1886.—A une assemblée du Conseil des Directeurs, tenue ce jour, un dividende de TROIS POUR CENT a été déclaré, payable à partir de MERCREDI 5 janvier 1887.

Les livres du stock restent ouverts, mais les transferts seront ex-dividende.

T. R. ROACH, Caissier.
28 déc—2sem

Avis spécial—Bureaux de la Compagnie du chemin New Orleans City and Lake—No 102 rue du Canal, Nouvelle Orléans, 27 décembre 1886—Une assemblée régulière du Conseil d'administration, tenue le 8 de ce mois, un dividende trimestriel de UN DOLLAR ET DEMI par action sera payé aux actionnaires à partir du 10 janvier 1887. Le livre des transferts sera clos à partir du 31 décembre 1886 jusqu'au 10 janvier 1887.

W. E. LEVERICH, 2e
28 déc—2sem Secrétaire.

Banque Nationale d'Etat de la Nouvelle-Orléans, 17 décembre 1886.—L'élection de sept directeurs, pour servir l'année courante, aura lieu au local de la banque, 31 et 33 rue Camp, MARDI, 18 janvier 1887, de 10 heures A. M. à 2 heures P. M.

18déc—à la date T. R. ROACH, Caissier.

Banque Nationale Mutuelle de la Nlle Orléans.—Nlle Orléans 11 décembre 1886.—L'élection annuelle de Directeurs pour servir pendant l'année 1887 sera tenue au local de cette banque, 106 rue du Canal, mardi, 11 janvier prochain de 10 heures du matin à 2 heures du l'après-midi.

JOSEPH MITCHEL,
14 déc— Caissier.

Banque Nationale Germania.—Nouvelle Orléans, le 12 décembre 1886.—Avis est donné aux actionnaires de cette banque que l'élection annuelle de neuf directeurs devant servir pendant l'année suivante, aura lieu à la banque MARDI, le 11e janvier 1887, de 10 heures A. M. à 2 heures P. M.

J. L. BERCIER, Caissier.
12déc—1mois

DENTISTES.

EDOUARD J. de HART,
DENTISTE

A transféré son bureau du No. 196 de la rue du Canal au No. 15 de la rue des Paroles, près Canal. 24 nov—1an

A. MOROY,
Dentiste,

A transféré son salon au No. 75 de la rue Royale. 1er no—1an

Extraction de dents sans douleur.

Les prix les moins élevés demandés à la Nouvelle-Orléans pour opérations par dentistes de premier ordre.

G. P. Maloney, Dentiste, D. D. S.
Bureau, 110 rue du Canal.
Entre St Charles et Camp.

Venez examiner mes modèles, vous informer de mes prix et vous faire exhiber ma Médaille pour travaux reconnus supérieurs.
25 nov—

C. E. KELLS & M. VIET,
CHIRURGIENS-DENTISTES
No. 12 rue Bienville, immédiatement après l'édifice du journal l'Angle de la rue du Canal.

Opérations de tout genre dans le ressort de leur art.
Pose de palais artificiels

Avis spécial.

Les actionnaires de la Red River and Coast Line sont invités à assister à une réunion spéciale de la Compagnie qui aura lieu SAMEDI, 15 janvier 1887 à 11 heures du matin au bureau de ladite Compagnie, pour délibérer sur le projet de consolider le capital et de réduire action en actions.

GEO. C. HAMILTON
30 nov—30f Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE
Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans.

JE CERTIFIE par ce-ci que le 18me jour de décembre 1886 un jugement a été rendu en cette cour dans l'affaire ci-après mentionnée à savoir :

Cecile Joubert vs. Andrew J. Sexton.—No. 19,534 Division B.

Sur motion de Lafon Gray, Esq., Avocat, pour la plaignante qui a produit devant la Cour des preuves valables à l'appui de la demande des dits plaintifs, la Cour a ordonné et décrété ce qui suit :

Il est ordonné, adjugé et décrété que le défaut entré le 4e décembre 1886 contradictoirement contre le défendeur Andrew J. Sexton, manquant aux ordres de cette Cour, soit et est par le présent confirmé et rendu définitif, et il est ordonné, adjugé et décrété que la plaignante Cecile Joubert ait et recouvre du défendeur Andrew J. Sexton, aux dépens de ce dernier, la somme de cinq mille dollars avec intérêt à sept pour cent par an à partir de la date de l'assignation et les dépens de la poursuite, et il est de plus ordonné, adjugé et décrété que la propriété ci-après décrite soit vendue par le Shérif de la Paroisse d'Orléans, pour satisfaire le jugement et le coût de la présente exécution et de son acte de vente, savoir :

Jugement rendu le 18 décembre 1886.
Cédule émise le 17 décembre 1886.
Jugement signé le 17 décembre 1886.

M. A. McDONNELL,
(8déc—8,15,22,30) Député Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Gilbert H. Green vs. ses créanciers et les créanciers de Gilbert H. Green & Co de la Nouvelle Orléans et aussi Gilbert H. Green & Co. de Liverpool Angleterre.—No 19,734 Division E.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire, Gilbert H. Green individuellement et comme membre de l'ancienne raison commerciale de Gilbert H. Green & Co de la Nouvelle Orléans et aussi Gilbert H. Green & Co. de Liverpool Angleterre, soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de leurs créanciers, et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Nicholas B. Trist notaire en cette ville, le samedi, 29me jour de janvier, 1887 à 11 heures A. M. à l'effet de délibérer sur les affaires dudit pétitionnaire, pour nommer un syndic et de voter sur toutes matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens dudit pétitionnaire soient suspendues, et que James B. Guthrie avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle Orléans, 14 décembre 1886.
(Signé) HENRY L. LAZARUS, Juge.

Pour copie conforme
JAS D RANKIN, député greffier.
25déc—3f en 30j

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 19,597.—Division.—Louis Buckingers vs. ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la présente pétition soit et est par le présent ordonné que une réunion des créanciers du dit pétitionnaire demandés dans cette affaire, soit tenue et convoquée pardevant Fred Fenzel, notaire en cette ville, le 12me jour de janvier 1887, et que L. Duc Gocaud, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents, et il est de plus ordonné que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la pétitionnaire soit suspendues.

Nouvelle Orléans, le 10 décembre 1886.
(Signé) HENRY L. LAZARUS.
Juge.

Pour copie conforme
JAS D RANKIN, député greffier.
11 nov—3f an 12 janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Henry D. Engelmann vs. Ses Créanciers.—No. 19,617.—Division E.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Henry D. Engelmann soit et par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue pardevant Bussière Rouen, Esq. notaire en cette ville le LUNDI, 17me jour de janvier 1887 à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et élire un syndic et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du pétitionnaire soient suspendues, et que F. C. Zacharie, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle Orléans, 13 décembre 1886.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN Député Greffier.
17déc—3f en 30jours

ETAT DE LA LOUISIANE COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Je certifie par les présentes que le 17me jour de novembre 1886, jugement a été rendu dans cette cour dans l'affaire ci-dessus mais numérotée et intitulée : Catherine Keely vs. Louis L. Shanks, son mari—No 18 619 Division E.

Sur motion de Jos. M. Walker, avocat de la plaignante, et sur production à la Cour des preuves à l'appui, et Darville Baird Lassotte témoin assermenté, il est ordonné, que la plaignante a droit au divorce demandé.

Il est ordonné adjugé et décrété que le jugement par défaut rendu dans cette affaire le 3 novembre 1886, soit maintenant confirmé et rendu final et conséquemment qu'il y ait jugement en faveur de la plaignante Catherine Keily, femme et épouse de défendeur Louis Shanks, son mari, dûment mariés et dissolution de la communauté existant entre eux, et ordonné que la dite plaignante soit séparée en propriétés du dit défendeur, son mari.

Et il est ordonné adjugé et décrété que le jugement par défaut rendu dans cette affaire le 3 novembre 1886, soit maintenant confirmé et rendu final et conséquemment qu'il y ait jugement en faveur de la plaignante Catherine Keely, femme et épouse de défendeur Louis Shanks, son mari, dûment mariés et dissolution de la communauté existant entre eux, et ordonné que la dite plaignante soit séparée en propriétés du dit défendeur, son mari.

Jugement signé le 17 novembre 1886.
Jugement signé le 23 novembre 1886.
(Signé) W. P. DILLON Juge.

En foi de quoi j'ai apposé et ma signature et annexé le sceau de la dite cour, dans la ville de la Nouvelle Orléans, ce 24me jour de novembre l'an de Notre Seigneur mil dent cent quatre vingt six.

M. A McDONNELL,
9déc—9,16,23,30—2jan Député Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Gilbert H. Green vs. ses créanciers et les créanciers de Gilbert H. Green & Co de la Nouvelle Orléans et aussi Gilbert H. Green & Co. de Liverpool Angleterre.—No 19,734 Division E.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire, Gilbert H. Green individuellement et comme membre de l'ancienne raison commerciale de Gilbert H. Green & Co de la Nouvelle Orléans et aussi Gilbert H. Green & Co. de Liverpool Angleterre, soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de leurs créanciers, et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Nicholas B. Trist notaire en cette ville, le samedi, 29me jour de janvier, 1887 à 11 heures A. M. à l'effet de délibérer sur les affaires dudit pétitionnaire, pour nommer un syndic et de voter sur toutes matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens dudit pétitionnaire soient suspendues, et que James B. Guthrie avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle Orléans, 14 décembre 1886.
(Signé) HENRY L. LAZARUS, Juge.

Pour copie conforme
JAS D RANKIN, député greffier.
25déc—3f en 30j

GROS LOT

$150,000

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, au capital de $1,000,000.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.

CERTIFICAT.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et trimestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-similé de nos signatures.

G. T. Beauregard
Jos. Enoch

TOUS LES LOTS GAGNANTS PAYES EN PLEIN

—POUR—

UNE FORTUNE

Le Grand Tirage Mensuel

—DE—

LA COMPAGNIE DE

LA LOTERIE

DE L'ETAT

DE LA LOUISIANE

AURA LIEU A LA

Nlle-Orléans,

MARDI, 11 JANVIER 1887.

2,179 Lots, montant en tout à

$535,000.

Le tirage commencera positivement ONZE HEURES A. M.,

—A—

L'ACADEMIE DE MUSIQUE,

VOYEZ LE PLAN.

PLAN EXTRAORDINAIRE,

100,000 Billets, à $10 le Billet.

DEMI-BILLET $5, CINQUIEME DE BILLET $2, DIXIEME DE BILLET $1.

LISTE DES LOTS :

1 Gros lot de	$150,000.	$150,000
1 " de	50,000.	50,000
1 " de	30,000.	30,000
2 Lots de	10,000.	20,000
4 Lots de	5,000.	20,000
20 Lots de	1,000.	20,000
50 Lots de	500.	25,000
100 Lots de	300.	30,000
200 Lots de	200.	40,000
500 Lots de	100.	50,000
1000 Lots de	50.	50,000

LOTS D'APPROXIMATION :

100 Lots d'approximation	$300.	$30,000
100 "	200.	20,000
100 "	100.	10,000
2,179 Lots s'élevant à		$535,000

Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressées qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle-Orléans.

Pour plus de renseignements, écrire très lisiblement, en donnant son adresse.

IMPORTANT.

Remises d'argent par Postal Notes, Express Order, change de New-York, ouvraises sur la Nouvelle-Orléans.

Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être enregistrées par l'Express à nos frais.

Adressez à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées et faire des mandats sur la poste (money orders) payables à la New Orleans National Bank, New Orleans.

RAPPELEZ-VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early aux tirages dont ils ont la direction, est une garantie d'absolue honnêteté et que la Compagnie s'oblige légalement à faire ci-dessus je procéderai à la vente à l'encan, aux lieux ci-après désignés, le MARDI, 11 janvier 1887, à 10.30 heures A. M., de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Au local sois des rues Bolard et Dryades—

Un long canton pour charrier du bois (carry wagon), deux charrettes de bois de charpente, quelques mules et un lot de harnais, etc.

Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
30 déc—4 7 11 jan

ANNONCE JUDICIAIRE.

Meubles de maison de valeur, etc., etc.

Mme George Morgan, veuve, etc., vs W. L. Arnold et al.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 18,123—En vertu d'un writ de saisie provisoire à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la susdite d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, aux lieux ci-après désignés, le MARDI, 4 janvier 1887, à 10 heures A. m. de la propriété ci-dessous décrite à savoir :

A mon entrepôt, coin Passage St Antoine et de la rue de Chartres. Un fort lot assorti d'effets de ménage de grandes qualités, etc.

Le tout d'après un inventaire enregistré à mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
21 déc—24 28 31—4 jan

ANNONCE JUDICIAIRE

Mme M. Lizeguay vs Dani L. Depassau.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 16,710—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan publique, à la Bourse d'encan Arcade, rue Magazine entre Gravier et le Natchez Alley dans le premier district de cette ville, le MARDI 11 janvier 1887, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :

Les dits terrains sont adjacents l'un à l'autre, et mesurent comme suit : Lots Nos. 1, 2 et 3 mesurent chacun 25 pieds de face à la Melpomène sur une profondeur de 100 pieds entre lignes parallèles, et les lots 4, 5, 6 et 7 mesurent chacun 25 pieds de face à la rue de l'Annonciation sur 110 pieds de profondeur entre lignes parallèles.

Le lot No. 4 forme le coin des deux rues susmentionnées.

Les améliorations consistent en un cottage pour résidence contenant huit chambres, galerie et dépendances.

Conditions—Un tiers au comptant, le balance en un et deux ans de crédit en billets garantis par hypothèque portant 8 00/0 d'intérêt par an et de date, 5 00/0 hypothécaires à avoir cours de procès. Les bâtisses et améliorations seront assurées par les soins du vendeur aux dépens des billets.

Les taxes de 1886 seront payées par les acheteurs en sus de leurs adjudications.

Un dépôt de 10 00/0 sur les frais d'adjudication sera exigé des acheteurs au moment de la vente, sauf le garantir.

Acte de vente pardevant Oct. de Armas, notaire.

les jan—1 8,15,22 29—fév 5

Maison de résidence en briques, rue des Champs-Elysées, No. 142.

Succession de Jean Maumus.

PAR JAS. P. GUINAULT, encanteur—Bureau, No 102 rue Bienville et Passage de la Bourse.—SAMEDI, 15 janvier 1887, à midi, à la Bourse d'Encan Arcade, rue des Magasins entre les rues Gravier et Natchez en vertu d'un ordre de l'Hon. P. Dimple, de Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division A, en date du 10 octobre 1886, je procéderai à la vente des propriétés ci-après décrites, à savoir :

Une belle maison de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trou